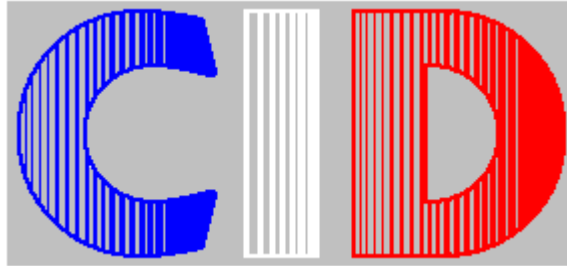


COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**ALGERIE,
LES CAUSES DU DECHIREMENT**

CBA CHAPELLE

7^o promotion du CID

Groupe B2

Fiche de présentation du mémoire de géopolitique

- 1- TITRE : Algérie, les causes du déchirement.
- 2- AUTEUR : CBA CHAPELLE, 7° Promotion du CID, Div. B, Groupe 2.
- 3- 27 février 2000
- 4- Division B, groupe 2
- 5- Mémoire géopolitique
- 6- IDEE MAITRESSE : La crise Algérienne, comme pour pratiquement toutes les crises, ne peut pas être valablement analysée par le biais d'une seule grille de lecture géopolitique comme c'est parfois le cas dans la littérature. Au contraire, de nombreux facteurs, ayant des constantes de temps différentes, concourent à l'émergence de la crise. Nous démontrerons que la crise algérienne ne devient compréhensible que si l'on tient compte à la fois du problème identitaire, de la crise économique, du déséquilibre démographique et de la crise politique. Dès lors, la montée de l'islamisme et la véritable guerre civile qui sévit depuis une dizaine d'année apparaît comme un enchaînement logique.
- 7- MOTS CLEFS : Islamisme, identité nationale, Algérie, « industrie industrialisante », Berbère.

Sommaire

<u>Introduction</u>	1
<u>I. Le problème identitaire</u>	2
<u>A. Une construction identitaire difficile</u>	2
<u>B. La fragilité des fondements de la nation algérienne</u>	5
<u>C. La question berbère</u>	7
<u>II. Une triple faillite</u>	10
<u>A. La faillite démographique</u>	10
<u>B. La faillite économique</u>	13
<u>C. La faillite politique</u>	16
<u>III. L'islamisme en Algérie</u>	20
<u>A. Naissance et montée de l'islamisme</u>	20
<u>B. Dynamique et perspectives</u>	26
<u>Conclusion</u>	30
<u>Données statistiques</u>	31
<u>Illustrations</u>	32
<u>Chronologie</u>	35
<u>Bibliographie</u>	38
<u>Table des matières</u>	39

Introduction

L'Algérie commence à peine à retourner à la paix civile après sept années d'un terrible conflit. On aurait pu penser qu'en France, à cause de 130 années de passé commun et de l'importance de la communauté des Français d'origine algérienne, les échos des atrocités quotidiennes de cette guerre civile provoqueraient la stupeur, l'indignation et la réprobation. Or, à l'exception d'un bref épisode de frayeur à la suite des attentats perpétrés en France, les convulsions de l'Algérie ont tout juste suscité dans l'opinion publique française une vague compassion teintée d'incompréhension et d'un grand sentiment d'impuissance.

Même si la menace que représente l'islamisme pour la stabilité du monde relève plus du fantasme que de la réalité, ce conflit mérite que l'on s'y intéresse car, à supposer qu'il soit achevé, ce qui n'a rien d'une évidence, il laissera des traces crisogènes durables.

Pour en comprendre les clefs, il faut mener, comme pour tous les problèmes géopolitiques complexes, une analyse à plusieurs niveaux. Ainsi, la première partie parcourra l'histoire de l'Algérie pour montrer comment la difficile construction de l'identité nationale a produit une nation fragile. La deuxième partie s'attachera à expliquer comment l'échec de la politique de développement choisie après l'indépendance, baptisée du néologisme d'*industrie industrialisante*, a conduit à une situation socio-économique désastreuse qui, alliée à la perte de toute légitimité de l'Etat, est tout à fait propice à la montée des extrémismes. Enfin, la troisième partie, après avoir décrit le processus de montée de l'islamisme en Algérie, processus parfois favorisé par les ambiguïtés d'un pouvoir en quête de légitimité, tentera de dégager quelques perspectives à partir de la situation actuelle.

I. Le problème identitaire

La crise que traverse l'Algérie depuis dix ans trouve principalement ses racines dans un problème identitaire. Celui-ci a ses sources dans le rapport au passé et explique la fragilité de l'Etat-nation. Cette première partie s'efforcera donc de mettre en évidence les fragilités de l'identité algérienne qui résultent principalement de l'histoire.

A. Une construction identitaire difficile

1. Des raisons historiques profondes

Un rappel historique semble indispensable pour appréhender correctement la situation actuelle de l'Algérie.

Les Romains nommaient *Berbérie* la région limitée au nord par la Méditerranée et au sud par le Sahara. La race berbère qui peuple l'Afrique du Nord est vraisemblablement issue des Caspiens, arrivés vers le VII^e millénaire avant notre ère. Ces berbères, organisés en tribus, groupés dans des *ksours* ou *bordj*, avaient une langue commune ramifiée en dialectes locaux.

Au II^e siècle avant notre ère, une première construction politique intégra tout le Maghreb. Elle était le fait de l'Etat numide, et reflétait la volonté de Rome et de Carthage, les deux principales puissances de la Méditerranée occidentale. La destruction de Carthage lors des guerres puniques permettra à Rome de coloniser et d'intégrer à l'Empire tout le Nord du Maghreb jusqu'au V^e siècle.

La chute de l'Empire romain fut suivie par une période d'instabilité, marquée notamment par l'invasion des Vandales, la période de la «restauration» byzantine et enfin l'invasion des Arabes. De la fin de la pénétration de l'Islam à la fin du Moyen Age, l'organisation politique qui prévaut est la juxtaposition de petits émirats ou confédérations tribales, tournées parfois vers des ensembles politiques plus vastes situés au Maghreb occidental ou oriental.

Les trois royaumes berbères qui émergèrent au XIII^e siècle eurent une histoire confuse. Leurs ambitions les conduisirent à se combattre presque sans interruption. Ils seront vite balayés par les Espagnols et les Turcs dès le XIV^e siècle.

C'est autour de la Cité-Etat d'Alger (*Eldjezaï r*) que le Maghreb central va de nouveau être réunifié au XVI^e siècle. Cette construction politique et administrative donnera naissance à l'Algérie contemporaine. Pour s'opposer à la pression espagnole sur les côtes

nord-africaines, l'aristocratie d'Alger fait appel aux frères Barberousse : Aroudj et Kheireddine. Il s'agit chefs de groupes de corsaires, sujets de l'empire ottoman naissant. Ils confisquèrent le pouvoir à Alger et tentèrent d'étendre leur territoire. Aroudj fut tué par les Espagnols et Kheireddine demanda la protection de la Sublime Porte qui le désigna à la tête de ce qui deviendra, en 1518, la régence d'Alger.

Le débarquement des troupes françaises en 1830 mit fin à la présence turque, par ailleurs limitée aux places fortes côtières.

Les royaumes berbères antérieurs à l'époque ottomane étaient trop entachés de particularismes tribaux et régionaux pour incarner la nation. Faute de mieux, l'Algérie ottomane a longtemps constitué la référence d'un Etat algérien qu'aurait détruit la colonisation française. L'absence du rayonnement que donne une capitale stable (Constantine, Alger, Oran, Tlemcen, Tiaret se disputèrent la primauté au gré des conquêtes successives), une diversité ethnique importante et enfin une occupation quasi continue expliquent sans doute l'absence du fait national pendant 2000 ans.

On peut dater assez précisément le tournant du nationalisme algérien. Jusqu'en 1938, les élites algériennes comme Ferhat Abbas et Messali Hadj, mais aussi les *oulémas*¹ ont nié le fait national algérien et ont recherché une assimilation dans une France, vieil Etat-nation par excellence qui les fascinait. Ainsi Ferhat Abbas écrivait le 23 avril 1936 dans la revue *L'entente* : « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste. Et cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts ; j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé. »²

Le projet Blum-Violette, de 1936, visait à accorder le statut d'électeur à 60 000 musulmans au sein d'un congrès algérien. Son échec, venant après bien d'autres hésitations en la matière, va faire basculer l'opinion arabe dans l'indifférence, voire dans l'hostilité quant à la politique d'assimilation. Les élites arabes commenceront à demander la reconnaissance d'une Nation algérienne.

L'histoire pèse toujours lourd dans les processus de construction et d'identification nationale et l'Algérie ne fait pas exception. Mais les seuls facteurs historiques ne suffisent pas pour comprendre la nature d'une nation. Il convient d'observer la manière dont l'identité nationale s'est bâtie.

¹ Ouléma (ou uléma) : docteur de la loi musulmane et au sens large tout érudit.

² Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre*, 1980

2. La construction de l'identité

Cette construction est difficile pour plusieurs raisons. Pendant des siècles, la Méditerranée fut un lac musulman lieu de tous les échanges. L'Algérie eut sa part de prospérité commerçante et manufacturière et le rôle des arabes dans la circulation des idées fut fondamental. Or, avec la première croisade, à la fin du XI^e siècle, commence un vaste mouvement de reconquête de la Méditerranée par l'Europe chrétienne. La Méditerranée cessa en un siècle d'être un lac musulman. Le traumatisme est profond et l'on en voit encore les effets. Ainsi, fin 1994, le communiqué revendiquant l'assassinat de quatre pères blancs en Algérie fait référence à l'obligation d'éliminer les croisés. La coupure introduite par les croisades élimine les Arabes du contrôle des grandes routes commerciales, en même temps que la civilisation islamo-arabe est repoussée hors de l'Andalousie. Plus largement, le mouvement des grandes découvertes permet aux Européens d'ouvrir de nouvelles voies maritimes. C'est l'appauvrissement pour le monde arabe accompagné d'un important dépérissement culturel et intellectuel. La nostalgie de l'âge d'or perdu, propre aux civilisations brillantes qui ont connu le déclin, laisse des traces encore visibles.

Cette évolution n'est certes pas spécifique à l'Algérie, puisqu'elle est celle du Maghreb dans son ensemble ainsi que celle du Proche-Orient. Cependant, dans la mesure où le territoire de l'Algérie est l'un des plus enclavés, cet écartement des circuits d'échanges principaux a pu y être ressenti plus durement qu'ailleurs. La course maritime est souvent une réponse à une telle marginalisation. Or, c'est bien ce qui s'est passé avec l'installation au XVI^e siècle d'un pouvoir corsaire. Dans l'inconscient collectif des Algériens, le traumatisme de l'exclusion et le sentiment d'avoir été les mal-aimés de l'histoire sont encore vifs.

Difficulté supplémentaire : alors que l'ensemble du monde arabe tourne les yeux vers l'Europe en cherchant à imiter ses modèles scientifiques, guerriers, administratifs et scolaires, dans l'Algérie colonisée ils sont subis ou acceptés dans le malaise.

L'Algérie a longtemps clamé que l'indépendance avait rallié tous les Algériens. Idée erronée puisque la lutte contre la France ne concerna et n'entraîna qu'une minorité. Les effectifs réels du Front de Libération National ne dépasseront jamais quelques milliers d'hommes. Surtout, l'histoire a occulté le rôle exercé par les harkis, près de cent cinquante mille, qui combattirent du côté de la France. Considérés au lendemain de l'indépendance comme des traîtres à la patrie algérienne, ils connurent un sort peu enviable, et beaucoup furent assassinés. Ce drame des harkis dénote déjà l'ambiguïté de l'indépendance du pays. A cela est venue s'ajouter une nouvelle fracture au sein même des combattants pour l'indépendance, qui ne tardèrent pas à se déchirer.

3. La représentation de l'Etat

En Algérie, la notion d'Etat est un concept récent. C'est de surcroît un concept d'autant plus fragile que le peuple algérien s'est forgé au cours de l'Histoire une représentation de l'Etat plutôt négative.

Dans tout le Maghreb, il existe une certaine défiance vis-à-vis d'un pouvoir qui empiète sur le pouvoir des communautés et veut les asservir. Cette défiance est exacerbée en Algérie, essentiellement pour des raisons historiques. A l'époque ottomane, l'Etat est surtout perçu comme une machine d'oppression fiscale. Le pouvoir est despotique et lointain. Le *dey* ou le *bey* n'était qu'un parvenu ottoman. Jamais il n'y eut, comme au Maroc de souverain de noble filiation prophétique capable de symboliser légitimement la nation. Il n'y a pas non plus, à la différence de l'Egypte, de tradition d'un pouvoir centralisé fort. Les communautés algériennes ont toujours pensé qu'elles n'avaient de compte à rendre à aucune entité supérieure. Lors de deux brefs épisodes seulement, les Algériens ont pu croire que l'Etat représentait autre chose que la spoliation. Le premier se situe à la fin de l'Algérie ottomane, pendant la période de l'épopée de l'Emir Abd El Kader, où l'Etat s'est montré capable de redistribuer au profit du bien commun ce qu'il prélevait par la fiscalité. Plus tard, juste après l'indépendance, la redistribution de la manne pétrolière a permis une période de générosité sociale : gratuité des soins, politique ambitieuse de constructions de logements sociaux... La déception n'en a été que plus amère, après à peine quelques années, lorsqu'il est apparu que cela se traduisait par l'omniprésence d'un Etat bureaucratique permettant l'enrichissement d'une caste de dirigeants par la prévarication, la concussion et le clientélisme. Cette réalité est ressentie comme vraiment insupportable à partir des années quatre-vingt. En effet, la dépendance technologique et alimentaire, l'inefficacité du système productif, les gaspillages et la crise financière rendent l'Etat algérien incapable d'assurer cette fonction « d'Etat providence ». Dès lors, la crise de légitimité étatique devient patente. La montée des contestations est à la fois le produit et le révélateur du déficit de légitimité de l'espace étatique.

Il n'y a donc pas, dans la société algérienne, cette adhésion à une nation ayant triomphé de ses divisions au fil de l'Histoire. La construction nationale devra emprunter à la fois à l'Orient et au modèle européen d'Etat-nation.

B. La fragilité des fondements de la nation algérienne

1. Les « constantes » de la nation algérienne

L'idéologie officielle a longtemps cru régler la question identitaire en définissant la personnalité algérienne par : « l'arabe comme langue, l'islam comme religion, l'Algérie comme

patrie ». Depuis le début des années quatre-vingt, en fait depuis les manifestations du « printemps berbère », ce discours officiel s'est infléchi et reconnaît dans une certaine mesure la culture berbère à côté des références nationalistes, arabes et islamiques. Cet ensemble fondé sur l'arabe, l'islam et la langue berbère peut sembler satisfaisant car l'islam est la religion quasiment unique tandis que l'Arabe et le Berbère sont les deux seules langues maternelles des Algériens. Cette influence très prépondérante de l'Orient n'est pas complètement expliquée. La question de savoir pourquoi la présence romaine de plusieurs siècles n'a laissé quasiment aucune trace n'est pourtant pas sans intérêt. On peut y apporter au moins deux éléments de réponse. Le premier tient à la géographie. Les montagnes qui séparent l'intérieur de l'Algérie de la bande côtière ont empêché les influences occidentales, venues de la mer, de se répandre dans l'intérieur. Cela explique que les présences phénicienne, grecque et romaine soient restées essentiellement tournées vers la mer et par conséquent que l'empreinte de la civilisation romaine ait été plus légère. Le second élément de réponse tient à l'organisation politique des vagues d'immigration venues de l'Est par voie terrestre. Cette organisation, de nature tribale, convient mieux aux peuples déjà installés et permet donc une véritable fusion entre ces derniers et les peuples immigrants.

On peut donc voir l'Algérie comme une presqu'île qui pendant longtemps n'a subi d'influence extérieure notable que par la voie steppique et semi-désertique de l'Est qui permettait de communiquer avec l'Égypte et le Moyen-Orient, eux-mêmes reliés à l'Afrique orientale et à la péninsule arabique et plus en profondeur à l'Asie. Le gros des influences humaines a donc du transiter par cette voie, ce qui peut expliquer l'influence quasiment exclusive de l'islam, de l'Arabe et de la langue Berbère.

2. Les insuffisances des discours identitaires

Le discours identitaire repose entièrement sur l'argument des *thawabit*, les trois constantes que sont l'islam, la langue arabe et la langue berbère. Ce discours est réducteur et insuffisant.

Réducteur parce qu'il ramène la totalité du processus de construction de l'identité nationale, voire même du processus historique, aux seuls facteurs linguistiques et religieux. Comment alors expliquer que ces trois même constantes aient produit au Maghreb des États-nations différents et différenciés ?

Ce discours est aussi insuffisant parce qu'il nie toutes les influences extérieures qui ont contribué, certes de manière minoritaire mais cependant réelle, à façonner la nation algérienne et à lui donner sa spécificité. Ces influences, quand elles ne sont pas purement et simplement niées, sont considérées comme les influences extérieures à effacer en tant que vestiges des

périodes de colonisations turque puis française, elles-mêmes considérées comme un avatar de l'affrontement séculaire qui opposerait l'Orient et l'Occident sur une ligne de fracture passant par l'Algérie. De ce point de vue, ce discours, avec l'Histoire sélectionnée qu'il véhicule, s'apparente à un repli identitaire. Il peut donner l'illusion de l'efficacité pour renforcer l'identité nationale, mais il est en réalité un signe de faiblesse et ne peut remplacer ni l'ouverture à l'autre ni le regard critique vis-à-vis de sa propre Histoire qui sont, pour les nations modernes, deux éléments indispensables à l'entretien de l'identité nationale.

Cette fragilité indéniable de l'identité nationale algérienne dont les raisons viennent d'être exposées et qui est essentielle à la compréhension des causes de la véritable guerre civile qui déchire l'Algérie peut être illustrée par sa manifestation la plus évidente : la question berbère.

C. La question berbère

1. La politique d'arabisation

L'Algérie de 1962 était largement francisée. Lors de l'accession à l'indépendance elle décida logiquement de rendre à la langue arabe la place qu'elle avait avant la colonisation. Avant la colonisation, la seule langue écrite était l'arabe classique, introduit avec l'islam au VII^e siècle, qui devra devenir la seule langue de l'Algérie. Pour aller au-delà et bien comprendre les buts, les motivations et les enjeux de cette politique d'arabisation, il faut remarquer que la langue arabe est liée aux deux sources de légitimité auxquelles puise le pouvoir : la lutte contre les Français et l'islam. L'arabisation est présentée, au-delà du combat pour éliminer le français en temps que langue officielle, comme un combat contre la France.

Les Algériens qui utilisent le français dans leurs activités sont dénoncés comme « *hizb Fransa* », partisans de la France. Les dirigeants algériens invoquent en effet leur combat pour l'indépendance pour affirmer leur légitimité. Ils gouvernent au nom « d'un million et demi de martyrs ». Dans cette perspective, l'arabe, langue nationale est opposée au français, langue du colonisateur. L'utilisation de cet argument permet de culpabiliser la couche francophone, qui comprend la majorité de la population possédant un haut niveau d'instruction, et donc qui détient la quasi-totalité des pouvoirs. Cette population instruite finit par s'associer au combat pour l'éradication du français. Finalement, le 17 décembre 1996, l'assemblée législative algérienne vote à l'unanimité une loi sur la « généralisation de la langue arabe » qui stipule que « les administrations publiques, les institutions, les entreprises et les associations, quelle que soit leur nature, sont tenues d'utiliser la seule langue arabe dans l'ensemble de leurs activités

telles que la communication, les gestions administratives, financières, techniques et artistiques ».

L'islam est la deuxième constante du discours identitaire officiel. Or la langue arabe est étroitement liée à la naissance et au développement de l'islam, ne serait-ce que parce qu'elle est seule à permettre d'accéder au Coran. Les inspirateurs de la politique d'arabisation entendaient transférer vers le pouvoir politique la très forte légitimité incarnée par l'islam.

En fait, les idéologues de l'arabisation cherchent à conforter une identité nationale fragile par l'unification linguistique du pays. Leur politique va donc se heurter à la survivance vivace des dialectes arabes qui seront traités avec mépris de formes dégradées de l'arabe classique. Les Algériens qui parlent ces dialectes seront qualifiés de «sauvages », ce qui renforcera dans le peuple l'image d'un pouvoir méprisant.

L'arabisation va également se heurter très vite à la langue berbère, dont l'expression la plus connue est le kabyle. Les parlés berbères sont non seulement une entrave à l'unification linguistique, mais encore le témoignage de l'existence d'une Algérie antérieure à la conquête arabe. Leur perpétuation est donc clairement incompatible avec la logique de l'arabisation et avec l'ensemble des fondements du discours identitaire. La disparition programmée des cultures berbérophones a pour effet d'exclure une partie importante de la population (environ un cinquième), pour laquelle ces langues locales représentent un support identitaire puissant.

La politique linguistique d'Alger obéit à des objectifs politiques d'unification qui ne sont pas illégitimes, mais elle procède par contrainte, interdiction et imposition plus que par incitation, valorisation et pédagogie. Ainsi, cette politique autoritaire dans des domaines aussi sensibles et profonds que ceux touchant à l'identité culturelle des populations risque d'avoir des effets opposés à l'unification recherchée.

2. Les revendications berbères

Plus de quinze millions de Berbères vivent dans les Etats du Maghreb et du Sahel. Près de 10 millions au Maroc où ils représentent environ 40% de la population, les peuples berbères (*Chaouia, Mozabite, Chenoui, Targui...*) représentent cinq millions de personnes en Algérie, soit une forte minorité de 18 à 25% de la population selon les sources.

La revendication n'est pas la même dans toute la berbérophonie. La Kabylie, principale région berbérophone d'Algérie occupe une place particulière vis-à-vis de la « question berbère ». Une tradition séculaire d'autonomie, de résistance au pouvoir central et de refus de toute assimilation aux envahisseurs successifs (arabes, ottomans ou français), l'ancienneté de la formation et l'importance des élites locales ont fait de la Kabylie la région

pionnière de la revendication linguistique et culturelle où l'on peut suivre avec le plus de précision les développements de la revendication berbère.

On a assisté, au cours de ces vingt dernières années, à un réveil de la conscience identitaire berbère. En 1980, le « printemps berbère » a mis en évidence une incompatibilité entre le triptyque arabisme-islamisme-nationalisme, officiellement fondateur de la nation, et les revendications berbères qui ne font toujours pas l'objet d'une réelle reconnaissance officielle. Les émeutes de 1988, le processus démocratique, le danger islamiste ont bien conduit l'Etat à assouplir sa position, notamment en créant un Haut Commissariat à l'Amazighité (Amazigh : berbère) en 1995. Cependant, l'Etat refuse pour des raisons constitutionnelles de reconnaître le berbère comme langue nationale à côté de l'arabe. L'enseignement du berbère dans les régions berbérophones n'est pas reconnu officiellement, si ce n'est comme option dans certains lycées. Les progrès restent donc fragiles et révocables.

L'irruption du fait berbère dans le champ politique algérien est indéniable et la prise en charge du patrimoine linguistique et culturel amazigh fait désormais partie du programme de tous les partis politiques de quelque importance. Cependant trois constatations s'imposent. D'abord, la conscience identitaire et linguistique berbère, donnée profondément ancrée dans les populations kabyles, s'oppose radicalement à l'arabisme et à l'islamisme. Ensuite, en dehors de la Kabylie et de quelques régions berbérophones secondaires, les grandes masses algériennes n'ont pas d'autre référence que l'islamisme et l'arabisme. Enfin, les organisations politiques comme le FFS (Front des Forces Socialistes) d'Aït Ahmed ou le RDC (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) voient leur implantation limitée à la Kabylie et aux villes à forte population kabyle. Ils ne sont donc pas capables d'incarner une alternative nationale crédible, à tel point qu'ils évitent de développer un projet spécifiquement berbère pour ne pas s'enfermer dans « le ghetto kabyle ».

En définitive, le traitement par le pouvoir de la « question berbère » renvoie aux fondements mêmes de l'identité nationale algérienne. L'Etat refuse de reconnaître à côté de la dimension arabe, une dimension berbère autonome. Cela impliquerait la reconnaissance de l'hétérogénéité culturelle de la nation, ce qui ouvrirait la voie à la problématique du droit des minorités, et dans un contexte d'identité nationale fragile, à la perspective de la sécession.

Le problème identitaire de l'Algérie, dont les principales raisons ont été expliquées et dont la question berbère est une illustration éclatante est certainement un ingrédient nécessaire pour rendre compte du phénomène de la montée d'un islam radical. Il n'est cependant pas suffisant pour expliquer l'islamisme. Il faut y ajouter la triple faillite, démographique, économique et politique qui est en grande partie la conséquence de la politique menée depuis l'indépendance.

II. Une triple faillite

La construction nationale qui porte en elle, comme on l'a vu, de nombreuses faiblesses, va encore être fragilisée par une triple faillite du régime au pouvoir depuis l'indépendance. La deuxième partie s'efforcera de détailler les faillites démographique, économique et politique du régime du FLN.

A. La faillite démographique

1. Un accroissement démographique insupportable

La population algérienne a triplé depuis 1962, elle atteindra 30 millions d'habitants cette année. C'est peu en regard des 2 400 000 km² du territoire algérien, mais comme le désert recouvre 85% du territoire, 90% de la population se trouve concentrée dans la frange côtière. Dans les grandes métropoles du littoral, en particulier à Alger où la densité de population atteint 8000 habitants par km², les problèmes de logement deviennent dramatiques. Les infrastructures en cours de délabrement posant chaque année des problèmes d'hygiène plus importants.

L'urbanisation anarchique est en effet entretenue par un taux de fécondité qui est jusqu'au milieu des années quatre-vingt de plus de cinq enfants par femme. En baisse sensible ces toutes dernières années, il reste l'un des plus élevés du monde avec un taux estimé de 3,8 enfants par femme pour la période de 1995 à 2000³. Un exode rural important, qui continue à conduire chaque année 200 000 ruraux vers les villes, contribue à aggraver ce phénomène.

Il en résulte une pyramide des âges du type de celle des pays du tiers monde : 70% de la population a moins de trente ans, 56% moins de 20 ans. Ces jeunes, dont les perspectives d'insertion économique sont plus qu'incertaines, constitueront un vivier de choix pour les organisations radicales.

La croissance économique, qui, malgré la déliquescence de l'économie, s'établit régulièrement autour d'un accroissement annuel de 2 à 2,5%, est souvent prise de vitesse par l'accroissement démographique. En 1985 la population s'est accrue de 2,5% pour une croissance économique de 1,9% : le pouvoir d'achat a diminué.

Les difficultés entretenues par cet accroissement massif de population sont multiples : stagnation, voire régression du pouvoir d'achat, inquiétudes de la population pour l'avenir de

³ Chiffres : « L'année stratégique 2000 »

ces jeunes si nombreux, problèmes de logement récurrents entraînant une promiscuité mal supportée... Il en résulte un malaise social qui ne peut que favoriser la montée d'extrémismes (cf. § 3 ci-dessous).

2. Des causes multiples

On peut distinguer trois séries de facteurs conduisant à la situation démographique actuelle : une politique résolument nataliste, un facteur culturel et religieux et enfin un facteur historique.

Au lendemain de l'indépendance, les responsables politiques algériens se firent les chantres d'une politique nataliste vigoureuse. En effet, à leurs yeux, l'Etat algérien avait naturellement vocation à exercer un rôle de puissance régionale. Il devait donc disposer d'une confortable assise démographique pour conforter l'influence politique de leur pays. A l'époque, une population de seulement neuf millions d'habitants pouvait justifier ce raisonnement.

Il existe un deuxième facteur d'explication de nature culturelle et religieuse. L'islam, en effet, imprègne totalement la société algérienne. Or, le Coran assigne à la femme le rôle de mère et lui impose le devoir de procréer. Le code de la famille, adopté en 1984, traduit bien cette approche. La polygamie et la répudiation restent des dispositions légales. Ajoutons que la mentalité algérienne est encore largement imprégnée du rôle central de la famille pour prévenir les aléas de l'existence. La famille au sens large, incluant les cousins et les parents par alliance, offre en effet un secours moral et financier en cas de maladie, de perte d'emploi...

L'histoire récente pèse aussi sur les comportements individuels. Ceux-ci peuvent en partie s'expliquer, en Algérie comme dans d'autres pays, par le principe de la transition démographique : lors du passage d'une société agricole à une société industrielle, les populations conservent pendant quelques générations un comportement nataliste correspondant au besoin antérieur de main d'œuvre qui allait très jeune participer à l'équilibre économique de la famille en travaillant dans les champs.

Ces facteurs sont tempérés depuis quelques années par les difficultés persistantes en matière de logement qui incitent désormais à retarder l'âge du mariage. La proportion de célibataires a sensiblement augmenté ces dernières années. Ainsi, en vingt ans, le nombre de célibataires dans la tranche d'âge 20-24 ans s'est accrue de 40% chez les femmes et de 35% chez les hommes. Ces données, ajoutées à la baisse récente mais sensible du taux de fécondité (cf. § 1 ci-dessus) laissent présager une embellie démographique à moyen terme. Il semble bien, en effet, que l'Algérie aborde enfin sa transition démographique. Les effets positifs de cette tendance récente ne pourront cependant pas devenir sensibles avant au moins une

génération, durée pendant laquelle les conséquences profondes d'un accroissement démographique trop rapide continueront de se faire sentir.

3. Des conséquences lourdes

Cette natalité importante a des effets importants dans plusieurs domaines, notamment sociaux et économiques.

Au plan social, l'accroissement rapide de la population, ainsi qu'un exode rural important, entretiennent une pénurie structurelle de logements. Seuls 80 000 logements sont construits chaque année, alors qu'il en faudrait en bâtir 300 000 pour maintenir le taux d'occupation actuel : 7,4 personnes par logement, l'un des taux les plus élevés du monde⁴. La promiscuité et la cohabitation entre plusieurs générations rendent toute vie intime difficile et nourrissent un sentiment de frustration. Au manque quantitatif de logement, vient s'ajouter un délabrement continu des infrastructures comme l'illustre le cas de la casbah d'Alger où la vétusté des installations sanitaires pose d'épineux problèmes d'hygiène dans ces logements surpeuplés. Paradoxalement, cette détérioration de l'habitat est parfois entretenue par les habitants eux-mêmes dans l'espoir d'être prioritaires dans les nouveaux programmes de logements. Cette attitude, d'où l'initiative et la « prise en main » individuelle est absente, est un indice inquiétant de la profondeur des traces laissées dans l'inconscient collectif par des années d'économie planifiée. Les effets du déficit de logement sont encore aggravés par le tarissement de l'émigration qui a longtemps été une soupape de sécurité permettant de limiter les effets de cette extension débridée. Ainsi, en 1995, la France n'a délivré que 40 000 visas aux Algériens, contre 800 000 six ans plus tôt. Cet isolement sera accentué à partir de 1995 lorsque, conséquence des vagues d'attentats islamistes, les liaisons aériennes et maritimes seront interrompues.

Les conséquences économiques de l'accroissement de population sont évidentes. Le marché du travail ne peut pas offrir suffisamment de débouchés au flux de jeunes gens qui s'y présentent chaque année. Comment, en effet, procurer du travail à une population active passée de 3,8 millions en 1975 à 5,9 millions en 1985 et 9 millions en 1996⁵ ? La jeunesse est ravagée par le chômage, avec plus de 50% de chômeurs parmi les jeunes selon certaines sources. Aucun lieu ne peut plus accueillir ces adolescents. L'école, dans un tel contexte de chômage généralisé, ne constitue plus un espoir d'intégration économique. Elle est donc désertée. Les jeunes algériens se livrent massivement à de multiples petits trafics, le *trabendo*.

⁴ Hadjadj Djillali, Le monde diplomatique, septembre 1998

⁵ Chiffres : « L'année stratégique 2000 »

Cette génération d'enfants laissée à elle-même, surnommée par dérision les *hittistes*⁶, s'abandonne parfois aux drogues et aux idées simples, ce qu'illustre assez bien la manière dont elle tourne en dérision le slogan officiel « pour une vie meilleure » en le remplaçant par « pour une vie ailleurs ».

Cette urbanisation rapide, bien plus rapide qu'au Maroc ou en Tunisie, provoque une modification brutale de la structure sociale des villes. Cela introduit un facteur de pression important sur le mode de vie des populations urbaines, jusque là emprunt de laïcité. Il en résulte un environnement urbain qui devient favorable pour le courant intégriste, parce que ces tout nouveaux citadins véhiculent un islam traditionnel fortement nourri de prévention à l'égard du mode de vie « occidental ». La grande ville renforcera ces préventions. Les citadins de longue date s'y attablent « impudiquement » à la terrasse des restaurants, « en famille ». Ils consomment « outrageusement de l'alcool », « des femmes fument publiquement et vont jusqu'à ce laisser aller à quelque effusion publique ».

Ces frustrations, ce désenchantement, ce traumatisme culturel vont logiquement favoriser la diffusion des idées du FIS qui semblent offrir une alternative au « délitement généralisé » de la société. Ces idées sont d'autant plus efficacement diffusées que les organisations islamistes locales s'emploient, souvent avec succès, à « remettre dans le droit chemin » toute une jeunesse privée de repères et de perspectives.

B. La faillite économique

L'Algérie dispose de ressources énergétiques importantes. Mais cet atout majeur a été gâché principalement à cause du modèle de développement retenu baptisé « industrie industrialisante ».

1. Une économie en panne

Le développement du pays repose exclusivement sur les hydrocarbures. L'Algérie dispose en effet d'atouts importants en matière de richesses énergétiques. Ainsi est-elle le 8^{ème} producteur mondial de gaz et le 17^{ème} pour le pétrole. Ces chiffres doivent cependant être mis en perspective. Les réserves de l'Algérie représentent seulement 1,5% des réserves d'hydrocarbure de l'ensemble des pays arabes.

⁶ hittiste vient du mot arabe hit signifiant mur.

Les exportations d'hydrocarbures assurent 96% des exportations du pays, 60% de ces recettes budgétaires et 30% du PIB⁷. Cette dépendance au cours du baril de pétrole, doublée d'une dépendance au cours du dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent la plupart des achats de pétrole s'est révélée particulièrement néfaste au cours de la dernière décennie. Ainsi, en 1986 les revenus du pays ont été amputés de 40% par rapport à l'année précédente. On conçoit aisément que de telles variations, qui sont de surcroît assez peu prévisibles, aient des conséquences dramatiques en terme de développement économique. C'est seulement depuis quelques mois la tendance à la hausse du cours du baril de pétrole permet de tempérer d'une note d'optimisme un tableau économique qui reste bien sombre.

Le chômage affecte un quart de la population et beaucoup plus chez les jeunes. Chaque année, 300000 nouveaux venus se présentent sur un marché du travail complètement verrouillé. La mendicité, qui avait pratiquement disparue, est omniprésente, dans les centres urbains comme dans les plus petits villages. 40% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. La tuberculose connaît un retour inquiétant. L'endettement est vertigineux : 35 milliards de dollars en 1997 (cf. Figure 1, page 31). Le service de la dette représente 25% des revenus du pays.

2. La politique « d'industrie industrialisante »

La raison principale de cet échec économique réside dans le modèle de développement économique retenu dès l'indépendance et appliqué avec persévérance. Ce modèle, d'inspiration soviétique, est baptisé « industrie industrialisante ». Il repose principalement sur deux caractéristiques : l'endettement et l'exclusivité accordée à l'industrie.

L'idée est de mettre en valeur les matières premières présentes en abondance que sont pétrole et gaz. Ces infrastructures formeront un embryon de tissu industriel. Ainsi, l'extraction du pétrole permettra la naissance d'une industrie chimique, puis plastique et pharmaceutique... L'industrie doit exercer un rôle d'entraînement, d'où le qualificatif d'industrialisante.

La volonté d'industrialisation rapide contraint à un endettement massif auprès de l'étranger (dette de 35 milliards de \$ en 1997), les prêts étant d'autant plus facilement consentis que les réserves pétrolières jouent le rôle de gage. Le remboursement de la dette était censé intervenir grâce aux revenus procurés par les investissements.

Cette théorie économique de développement, à la mode dans les années 60, suppose le succès des exportations énergétiques. Jusqu'en 1980, l'Algérie fut confortée dans ses

⁷ LE FIGARO économie, lundi 7 février 2000, page III

illusions puisque le prix du baril ne cessa de monter. Malheureusement la manne inespérée rapportée par le quintuplement en 1973, puis le doublement en 1979 du cours du baril fut dilapidée dans des projets grandioses et dans une politique sociale extrêmement généreuse. Finalement, au bout de trente ans de cette politique, l'économie est encore complètement tributaire du gaz et du pétrole qui constituent la quasi-totalité des recettes.

Ce système, forgé en URSS où il eut des résultats discutables, ne pouvait, appliqué à l'Algérie, qu'être un échec cinglant. En effet, le marché intérieur est trop exigü pour fournir des débouchés à l'industrie naissante. A l'exportation, celle-ci voit ses produits, bons marchés mais de qualité médiocre, concurrencés par la production des NPIA, en particulier le Japon et la Corée alors en plein essor. L'échec du système est précipité par l'absence de techniciens et de cadres. Les cadres mis à disposition par l'URSS sont en effet plus imprégnés d'idéologie que d'économie. Cette carence se fait d'autant plus durement sentir que le pays achète, dans le but de pérenniser son développement industriel, des équipements très sophistiqués, qui nécessiteraient des techniciens particulièrement compétents. Un des résultats de ce modèle de développement est aujourd'hui encore la structure peu efficace du tissu industriel : 1600 entreprises d'état peu soucieuses de qualité et de rentabilité puisque disposant d'une situation monopolistique.

3. Conséquences

L'exclusivité du développement accordé à l'industrie, et en premier lieu à l'industrie lourde, a contribué à l'exode rural, dont on a étudié dans la partie A les conséquences sociales. Cette exclusivité a également eu pour corollaire le délaissement de l'activité agricole. Le secteur agricole ne bénéficie que de très peu d'investissements et sombre dans la vétusté. De plus il est victime de la collectivisation des terres qui entraîna, en Algérie comme partout où elle a été appliquée, une chute de rendement dramatique. Autosuffisante en 1962, l'Algérie doit aujourd'hui importer 30% de ses besoins alimentaires (20% en 1974). La collectivisation des terres est vécue comme une spoliation. Nombreux sont les paysans tributaires d'un lopin qui refuseront de cultiver « la terre d'un autre musulman ». Outre les conséquences économiques, cela a des conséquences profondes dans l'inconscient collectif algérien. Une fois de plus l'image de l'Etat est celle d'un spoliateur...

Le chômage massif, la dette pour laquelle on n'entrevoit aucune solution, l'inflation élevée (22% en 1996) sont autant de facteurs qui alimentent un mécontentement perceptible depuis le milieu des années 70 et les grèves à répétition qui les ont jalonnées. Les injonctions du Fonds Monétaire International sont, comme souvent, mal comprises de la population et

contribuent encore à alimenter ce mécontentement et à accentuer la tentation du repli identitaire contre ce « diktat de l'étranger ».

Finalement, le fiasco économique et social du modèle d'industrie industrialisante provoque de véritables ravages au sein de la société algérienne. La pauvreté grandissante, le désarroi vont offrir un terrain fertile aux thèses islamistes.

C. La faillite politique

1. Des lignes de fracture

Le mythe, véhiculé par le FLN, de l'unanimité et de l'homogénéité du camp des combattants ne résiste pas à l'examen. En fait, trois courants de pensée nationalistes coexistent de puis le début du siècle, et la victoire n'a guère apaisé leurs divergences : l'ENA (Etoile Nord Africaine) de Messali Hadj, d'inspiration socialiste et universaliste, devenu PPA (Parti Populaire Algérien) en 1935 puis MTLD en 1945 qui sera à l'origine de la fondation du FLN. Le mouvement de Abdel-Hamid Ben Badis, influencé par les *oulémas* (« L'Arabe est ma langue, l'islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie ») rejette le droit de vote et la laïcité. Le mouvement de Ferhat Abbas, prônant une Algérie républicaine tout en étant respectueuse des principes de l'islam.

Une seconde ligne de fracture, au moins aussi importante, est celle qui sépare l'armée de l'intérieur et l'armée des frontières. La première, divisée en six régions d'opérations, les *Wilayas*, qui mènent les actions, attentats et harcèlement contre les Français. La seconde, dite aussi armée de l'extérieur est scindée en deux branches. L'une est implantée à Oujda, au Maroc, l'autre à Ghardimaou, en Tunisie. L'armée de l'intérieur, composée à 80% de paysans à été dans l'ensemble décimée par les hommes du Général Massu. Ses principaux responsables, à l'instar de Ben Bella ou de Mohamed Boudiaf ont été arrêtés ou tués. Exsangue, cette armée de l'intérieur se considère cependant comme le véritable instrument de la victoire et comme le dépositaire des idéaux de la libération. Rapidement, un contentieux va l'opposer à l'armée de l'extérieur demeurée aux frontières marocaine et tunisienne. Solidement armée, celle-ci entend s'imposer à la tête du pays contre le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA). Cette rivalité va dégénérer au fil des mois. Le GPRA, avec à sa tête Ben Youssef, Ben Kedda, Mohamed Khidder et Ahmed Ben Bella réussit à trouver le soutien des *Wilaya* 2, 3 et 4, ainsi que de la fédération de France du FLN. Progressivement, les soutiens du GPRA s'effritent et finalement, en septembre 1962, le colonel Boumediene fait entrer ses troupes dans Alger. Ben Bella s'impose au sommet de l'Etat et finit par cumuler tous les pouvoirs : Président de la république, chef du gouvernement, secrétaire général du

FLN, il s'attribue également les ministères des finances, de l'intérieur et de l'information. Cristallisant sur son nom toutes les oppositions, il sera renversé en juin 1965 par Boumediene.

L'Algérie a longtemps véhiculé l'idée erronée que la lutte pour l'indépendance avait rallié tous les Algériens. En réalité, cette lutte pour l'indépendance n'a jamais fait l'unanimité, il suffit, pour s'en convaincre d'examiner les effectifs des Harkis. De surcroît, on a bien vu que le parti des combattants de l'indépendance s'est rapidement déchiré dès la victoire acquise. Ainsi l'indépendance n'a pas pu jouer le rôle unificateur que l'on aurait pu attendre d'un tel événement historique.

2. Un système en déliquescence

Les aspirations démocratiques nées avec l'indépendance ont disparu rapidement. Aucune élection libre n'a eu lieu jusqu'en 1995. La scène politique apparaît comme un véritable imbroglio, traduisant la complexité de la société algérienne et les multiples lignes de fracture qui la traversent. En effet, le FLN, longtemps parti unique se veut désormais rangé dans l'opposition. De même le FIS, loin d'être une organisation monolithique, n'arrive plus à masquer les divergences fondamentales entre ses divers centres de décision que sont le maquis, l'étranger et les prisons. Pour tenter d'y voir plus clair dans la vie politique algérienne, une présentation rapide des partis en présence semble indispensable.

Le FLN, créé en 1954, demeura longtemps le symbole et l'emblème du régime algérien. Très rapidement il entend rester l'unique interlocuteur de la France et lutte donc sans merci contre des mouvements rivaux comme le Mouvement National Algérien (MNA) ou la Parti Communiste Algérien (PCA). A partir de 1962, ce parti unique dirige l'Etat algérien. Ce régime de parti unique est source de tous les abus. Nul ne peut envisager une carrière, une promotion, prétendre à une allocation ou à une nomination sans l'adhésion au FLN. Nommés à la tête des grandes administrations, les cadres du FLN se livrent sans vergogne à de vastes détournements de fonds. A partir de 1980, les critiques se font de plus en plus virulentes à l'encontre d'une corruption érigée en système et d'une gestion dont les insuffisances sont de plus en plus flagrantes. Ces critiques se traduisent par des manifestations à Tizi-Ouzou en 1981, à Oran un an plus tard, puis à Alger en 1988 où elles seront féroce­ment réprimées. L'émotion suscitée dans le pays et la réprobation internationale semblent proches de faire vaciller un pouvoir contraint de tirer sur ses propres enfants. Le pouvoir est alors contraint d'accélérer un processus de démocratisation timidement engagé. Une nouvelle constitution, autorisant le multipartisme, est adoptée en 1989. Dans ce contexte, de nouvelles formations politiques, comme le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, peuvent voir le jour.

Le RCD recrute essentiellement au sein de la population kabyle, bien que sa vocation soit d'agir à l'échelle nationale. Partisan d'une Algérie multiculturelle et ouvert aux idées occidentales, Saïd Sadi, son président, représente la frange la plus jeune de la population Berbère. Saïd Sadi, qui ne peut se prévaloir de succès électoraux hors de la Kabylie, recherche l'appui des classes moyennes effrayées par la menace islamiste. L'autre mouvement qui se veut le porte-parole de la minorité Kabyle est le Front des Forces Socialistes (FFS).

Le FFS de Hocine Ait Ahmed existe depuis 1963. Il entend promouvoir la voie du dialogue et de la concertation en Algérie, notamment avec les divers mouvements islamistes. Il prétend incarner l'unique alternative démocratique et nationale.

Créé en 1989, le Front Islamique du Salut convainc rapidement une frange de la population, à l'aide d'une rhétorique simpliste mais efficace, qu'il constitue l'unique alternative crédible au pouvoir largement déconsidéré alors en place. Il est créé officiellement le 18 février 1989 à la mosquée de Bab el Oued. Il rassemble alors plusieurs formations islamiques différentes, notamment Ahl al-Talia et Jamaat al-Jihad. Ses excès lui valent rapidement d'être interdit, au moment où les portes du pouvoir s'ouvrent devant lui en 1991. Les deux figures emblématiques du mouvement que sont Abassi Madani et Ali Benhadj sont arrêtés et emprisonnés le 30 juin 1991.

Ce multipartisme récent et relatif ne saurait masquer la faillite politique du pays et ne doit pas occulter le rôle politique primordial de l'armée. En fait, le régime de parti unique est plutôt un pouvoir bicéphale hérité de la guerre, avec une tête formée par la hiérarchie militaire, une autre par le gouvernement qui ne peut pas être autonome par rapport à la hiérarchie militaire. Toutes les tentatives en ce sens se sont soldées par des échecs : coup d'état de Boumediene contre Ben Bella en 1965, démission forcée de Chadli Benjedid ou disparition de Mohamed Boudiaf en 1992. L'armée algérienne se veut le légataire de l'héritage moral et historique de l'Algérie. Elle s'érige même en inventeur de la nation algérienne.

A la suite du tournant de la fin des années 1980 qui ouvrait la voie au libéralisme, et au multipartisme, le socialisme algérien s'est mué en un capitalisme d'état hybride, sorte d'oligarchie politico-financière, dont les membres sont essentiellement préoccupés par leur propre intérêt. Cette classe dirigeante cristallise toutes les rancœurs, qui peuvent maintenant s'exprimer plus librement, en dilapidant dans un luxe ostentatoire, les fortunes amassées grâce à la corruption.

3. Conséquences

L'armée est le noyau de l'Etat algérien, elle se considère comme le corps fondateur de la nation. Elle refuse donc avec force toute idée de dissolution de l'Algérie dans un espace

islamique au sein duquel les Etats disparaîtraient, idée défendue par le FIS. L'un des dogmes fondamentaux du FIS demeure, en effet, l'intégration dans un vaste ensemble musulman faisant abstraction des particularismes nationaux.

Le tournant libéral et « démocratique » de la fin des années 1980 ne fait qu'amplifier et rendre évidente pour toute la population la généralisation de la corruption. Dans la population, l'idée de l'inadaptation des idéologies importées s'est répandue, car ni le socialisme ni le capitalisme, ni les remèdes imposés par le FMI ne semblent pouvoir conduire au développement du pays. De là à en conclure que seul un concept local, qui ne ferait pas fi des spécificités du monde arabe, pourrait convenir il, n'y a qu'un pas, qu'une partie de la population est prête à franchir. Pour cette frange de la population, seul l'islamisme serait susceptible d'apporter une réponse aux maux du pays.

III. L'islamisme en Algérie

Le terme « islamisme » a été jusqu'à très récemment un synonyme d' « islam ». Le mot tend de plus en plus à désigner l'islam politique. Nous retiendrons l'acception suivante : « mouvement qui vise à imposer un mode de société fondé sur la stricte observance de la loi Coranique ».

Pour la plupart des mouvements islamistes, l'occident est perçu comme un agresseur permanent qui vise à détruire l'islam insidieusement par l'apport d'une modernité empreinte de décadence et de dépravation. Le fondamentaliste musulman perçoit en effet la société occidentale comme « déchristianisée », comme ayant dérivé loin de ses repères religieux originels. Il rend responsable de cela la laïcité qui substitue « la cité des hommes » à « la cité de dieu ». Le modèle de modernité occidentale a donc une valeur morale négative et constitue une image projetée de ce qui pourrait guetter les pays d'islam, si ces derniers laissaient s'imposer les mêmes formes d'expression de la modernité.

A. Naissance et montée de l'islamisme

1. L'islam contre le pouvoir colonial

Alors que le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte ont été colonisés sous la forme de protectorats, en conservant leurs souverains, l'Algérie a au contraire connu une longue guerre de conquête et une suite de dépossessions. Dépossession de son Etat par des actes de reddition, dépossession des paysans et des tributs de leurs terres, dépossession du droit de l'enseignement de l'arabe et du berbère comme langue nationale, dépossession des lieux de culte transformés en églises...

L'attachement à l'islam est ressenti comme l'ultime recours de préservation de l'identité. En l'absence d'école arabe, le peuple des campagnes et des villages ira écouter avec ferveur les conteurs populaires chantant la gloire passée de l'islam sur les places de villages. L'islam est systématiquement revendiqué par l'utilisation de l'adjectif *musulman* dans la dénomination de toutes les associations, tous les clubs sportifs, toutes les manifestations. Il finit par prendre la valeur d'une base de repli identitaire et finalement de légitimation de la contestation.

En 1931 est fondé « l'association des *oulémas* d'Algérie » à l'initiative du cheick Ben Badis. Ce dernier est en effet inquiet à deux titres. Tout d'abord, après un

siècle de colonisation, la langue arabe, nécessaire pour accéder au Coran, est en voie de marginalisation. Ensuite, les partis nationalistes naissant se réfèrent à une idéologie étrange et athée : le communisme.

Alors que le FLN, encadré surtout par des citoyens pour le moins laïcissants, s'emploie à obtenir l'indépendance par l'insurrection, les *oulémas*, eux, restent avant tout préoccupés par la préservation du message coranique et par sa transmission aux jeunes générations. Ils multiplient les *médersats* (écoles d'arabe) où les cours insistent sur l'histoire et mettent l'accent sur la prééminence de la notion de « communauté de croyants » (le monde arabo-musulman) sur celle de nation. L'Occident est perçu comme un agresseur permanent menant une mission perfide de destruction de l'islam dans le cadre d'un heurt de civilisations qui remonterait aux croisades et dont la colonisation serait un avatar.

La période coloniale, en Algérie, aura été décisive pour engendrer une crispation sur l'islam de la part de l'immense masse des populations déshéritées des villes et des campagnes, analphabètes ou faiblement arabisées mais très pieuses. La naissance de l'association des *oulémas* d'Algérie est en partie une réaction à la naissance de partis politiques « nationalistes » qui entrent dans une logique faisant référence à un système de valeurs occidentales. Ce discours est ressenti par l'élite musulmane comme suspecte et potentiellement porteuse de laïcisation. La naissance de l'association des *oulémas* est bien un premier pas de l'islam vers la politique. L'islamisme se trouvait dès lors en incubation, et la guerre d'indépendance et les trente années qui suivront verront la lutte pour la prééminence des deux courants que sont les « nationalistes-francophones-laïcissants » et les « arabisants-musulmans-authentiques Algériens » fondus dans le FLN.

Dès 1963, face à un parti unique soucieux de préserver l'unité et la cohérence nationale, les voix islamiques déjà déçues et opposées à l'orientation socialiste du régime se font entendre, mais c'est seulement au cours des années 1980 que l'islam évoluera vraiment vers la contestation politique et la radicalisation.

2. Des rapports ambigus entre état et islam

Entre l'indépendance et le début des années 1980 l'Etat et l'islam entretiennent des rapports ambigus, influencés par la conception clientéliste du pouvoir en Algérie et par la fragmentation de son élite dirigeante. Contrairement à ce que l'on pense souvent, la dynamique de ces rapports n'a pas toujours été celle d'un islam agissant et d'un pouvoir réagissant.

Dès l'indépendance, on assiste à une sorte de partage des tâches au sein du FLN. D'un côté des communistes occupent les terrains diplomatiques, économiques et militaires, de l'autre des religieux se voient concéder le terrain culturel : éducation nationale, justice, affaires religieuses, élaboration du code de la famille...

De plus, la nécessité de renforcer une identité nationale fragile conduit le pouvoir à instrumentaliser l'islam. L'islam des clercs érudits disparaît au profit d'un enseignement théologique simpliste et fortement idéologisé. Les symboles religieux ont été manipulés pour promouvoir un projet de restauration d'une prétendue « authenticité » algérienne au travers un discours glorifiant un passé en grande partie « enjolivé ».

Même si l'islam est l'un des piliers sur lesquels repose le pouvoir, des personnalités religieuses élèveront souvent la voix. Le cheikh El Ibrahim, figure historique des *oulémas*, jettera par exemple l'opprobre sur les tenants du socialisme « inconscients des graves dérives auxquelles ils exposent l'Algérie par leurs emprunts occidentaux ». Lors de la collectivisation des terres, de nombreux imams s'insurgent contre Boumediène accusé de « tromper la vigilance des Algériens pour les mener au marxisme ». Certains bénéficiaires de lots agricoles refuseront de travailler une terre « appartenant à un autre musulman ».

Plutôt que d'entrer en conflit avec les *oulémas*, le pouvoir préfère renchérir sur les attentes de ces derniers dans l'espoir de mieux maîtriser leur évolution. Il lance en 1970 une violente campagne contre la dégradation des mœurs au cours de laquelle il dénonce « l'occident prévaricateur ». La politique d'arabisation répond aussi à cette logique visant à devancer les revendications des *oulémas*.

Cette volonté de maîtriser, plutôt que de subir, l'islamisation de la société ne parviendra pas à contenir l'expansion de nombreuses associations religieuses qui se constituent. Présidées par des imams « libres » (par opposition aux imams désignés et rémunérés par l'état), elles prennent en charge l'éducation de jeunes enfants et la construction de mosquées. Tous les ingrédients semblent réunis pour que l'on assiste à une dérive vers un islam radical échappant au contrôle de l'Etat.

3. La radicalisation

L'émergence de l'islamisme se produit au moment où certains secteurs du fondamentalisme islamique, courant de pensée présent depuis longtemps, se politisent et sont alors perçus par le pouvoir comme une menace. C'est le moment où la contestation passe du prosélytisme individuel, par le biais de la prédication dans les mosquées, à une action islamiste organisée, intégrant une action politique d'opposition au système. Cela

conduit à une confrontation politique entre le pouvoir et les islamistes, évolution qui va se produire tout au long des années 1980.

En fait, on assiste au cours de la période 1978-1982 à l'interaction entre, d'une part la radicalisation du courant fondamentaliste intégré au pouvoir et, d'autre part, à la cristallisation d'un courant contestataire autour de certaines mosquées « libres ». Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette évolution. D'abord, le pouvoir est de plus en plus déconsidéré à cause de son incapacité à répondre aux espoirs qu'il avait lui-même suscités. Il choisit de miser sur une « relégitimation » islamique, choix qui est à l'origine de la stratégie fondamentaliste de Chadli Bendjedid dans les années 80. Parallèlement, une partie des responsables algériens choisit l'islamisme comme interlocuteur susceptible de cautionner la libéralisation de l'économie rendue indispensable par la crise économique qui mène « l'Etat-providence » à la faillite. Le deuxième facteur explicatif de cette évolution vers une radicalisation est extérieur à l'Algérie. Il s'agit de la révolution islamique iranienne de 1979. Elle est perçue en Algérie comme une libération par l'islam et son influence est grande dans une Algérie qui a mythifié le phénomène de révolution populaire. Ainsi, 1982 voit la naissance du Mouvement islamique algérien (MIA), dirigé par Mustapha Bouyali, prédicateur à la mosquée d'al-Achour, qui s'engage sur la voie du conflit armé contre l'Etat algérien « impie ».

Parallèlement, les événements qui opposent en novembre 1982, au sein de l'université algérienne, « arabophones » et « gauchistes », permettent aux islamistes de prendre la mesure de la grande audience dont ils jouissent dans les milieux universitaires. Pour la première fois, Abbasi Madani décide de défier le pouvoir en organisant un rassemblement. A l'issue de cette marche du 7 novembre 1982, il lit un manifeste en quatorze points, revendiquant, entre autres, une politique d'arabisation plus efficace, un plus grand respect pour les valeurs islamiques, l'interdiction de l'alcool et la rédaction d'un statut personnel respectant l'esprit du Coran.

Jusqu'en 1988, la stratégie du régime de Chadli Bendjedid consiste, tout en déclenchant une « chasse à l'islamiste » contre le MIA de Mustapha Bouyali, à investir largement l'espace religieux en assumant, à partir de l'islam officiel, bon nombre de revendications de l'islam contestataire. Citons dans cet esprit la création des sections islamiques dans les lycées, le projet de construction de 160 mosquées et écoles coraniques, l'intensification des programmes religieux à la télévision, avec en particulier la retransmission des causeries du cheikh égyptien Al-Ghazali, proche des Frères musulmans. Pour sa part, jusqu'aux révoltes d'octobre 1988, la préférence des mouvements islamiste va à une stratégie d'occupation des espaces fournis par le

fondamentalisme d'Etat. Ainsi, Abbasi Madani ou Ahmed Sahnoun écriront dans des revues officielles comme *Al-Asala* et *Al-Risala*, tandis que Mahfoud Nahnah qualifiera Chadli Bendjedid de « serviteur de l'islam ». Parallèlement à cette stratégie d'occupation des tribunes officielles, des cercles de réflexion et de mobilisation sont créés. Installés dans des mosquées, ils échappent au contrôle direct du ministère des affaires religieuses. Une action sociale de proximité efficace est également mise en place, qui s'intensifiera lorsque la chute des cours du pétrole de 1986 enfoncera l'Algérie dans la crise économique.

Le cadre dans lequel se développe la libéralisation politique encouragée par Chadli Bendjedid en 1989 permet à la tendance islamique de s'organiser en Front islamique du salut (FIS) et d'obtenir sa légalisation. En fait, à l'instar des modèles égyptiens et tunisiens, la loi du 5 juillet 1989 sur la formation des partis politiques limite les possibilités d'insertion dans le jeu politique pour les formations fondées sur des critères religieux. Seule la « magnanimité » du ministère de l'intérieur dans l'application de la loi permet la légalisation du FIS, ce qui ménage la possibilité d'une mise hors la loi ultérieure. De plus, toujours en suivant les modèles égyptiens et tunisiens, le FIS doit être contenu par une loi électorale privilégiant le scrutin majoritaire. Cette loi électorale qui devait favoriser le parti au pouvoir manquera son objectif, puisque la bipolarisation FLN-FIS de la vie politique tourne au désavantage du FLN. C'est en grande partie dû à l'incapacité du FLN à se renouveler. En effet, après avoir accepté le multipartisme lors du congrès extraordinaire de 1989, le FLN conserve son identité (contrairement aux anciens partis uniques d'Egypte et de Tunisie) et surtout conserve sa structure « clanique ». En d'autre temps, cette structure se traduisait par la répression du groupe perdant, au début des années 1990, elle se traduit par des défections nombreuses et par des ambiguïtés de plus en plus visibles. Loin d'être le parti du président, le FLN de 1990 est le lieu d'affrontement entre un courant gouvernemental, une fraction boumedieniste incarnée par Messiaada, Boutéflicka et Ben Yahya et une tendance *oulémas* dont le chef de file est l'ex-ministre des affaires extérieures Taleb Ibrahim. La sympathie de certains courants vis-à-vis du FIS, parfois exprimée ouvertement, leur valut le surnom de *barbéfélènes* dans certains milieux journalistiques.

Le FIS une fois constitué et légalisé, élabore rapidement une organisation efficace et centralisée. Son organisation interne est structurée en forme de pyramide: comités de quartiers, comités communaux, comités de *wilayas*, comité national exécutif et *Majlis al-Shura* chargé d'inspirer les orientations du mouvement. Notons que malgré la légalisation du FIS, la composition de ces deux derniers organes n'a jamais été connue avec précision. Au cours de la courte existence légale du FIS, on a vu se dégager en son sein deux tendances représentatives des deux leaders du groupe. Il s'agit d'Abbasi Madani et

d'Ali Benhadj deux personnalités très différentes. Abbasi Madani, de vingt ans l'aîné d'Ali Benhadj, est auréolé du titre de *moudjahid* (combattant de la guerre d'indépendance) et possède un doctorat ès sciences de l'éducation de l'université de Londres. Ali Benhadj, homme au caractère nerveux et intransigeant, est un pur produit de la politique d'arabisation menée par le pouvoir algérien.

Après sa victoire aux élections municipales de juin 1990 (cf. Figure 3, page 31), le FIS semble bien placé pour remporter les législatives de 1991. Mais en avril 1991, une nouvelle loi électorale, en rupture avec la précédente est votée. Elle institue un scrutin uninominal à deux tours. De plus un redécoupage des circonscriptions électorales est effectué, privilégiant les zones rurales où le FLN avait obtenu ses meilleurs résultats aux municipales, au détriment des zones urbaines où le FIS avait obtenu ses plus grands succès. Cette loi est déterminante dans la décision du FIS de saboter les élections de 1991 et de lancer une grève générale qui se termine en insurrection et sur la déclaration de l'état de siège. L'armée prend alors en main la gestion politique de la crise afin de contrôler la relance du processus de transition démocratique et d'en imposer les limites. Cependant, elle ne prend pas le pouvoir. La ligne insurrectionnelle du FIS est réprimée, et ses leaders, Abbasi Madani et Ali Benhadj sont arrêtés. Mais la base du mouvement n'est pas inquiétée.

Mais le FIS n'est pas le seul mouvement islamiste à être légalisé dans les années 1990. Son succès électoral de juin 1990 pousse en effet le gouvernement de Mouloud Hamrouche à favoriser l'apparition d'autres mouvements afin de l'affaiblir. C'est ainsi qu'apparaissent *Al-Nahda* en octobre 1990 et le « mouvement en faveur de la société islamique » (*Hamas*) en décembre 1990. Leur attitude modérée face au pouvoir dilue rapidement la portée contestataire de leurs discours laissant le champ libre au FIS.

A l'issue de la crise de juin 1991, Abdelkader Hachani prend la tête du FIS et dirige la campagne électorale pour les élections législatives de décembre 1991. Avec 47,2% des suffrages, le FIS apporte une nouvelle fois la preuve de son implantation profonde (sauf en Kabylie et dans le Sud), particulièrement solide dans les zones les plus déshéritées et les plus déstructurées par l'urbanisation anarchique.

Le succès du FIS au premier tour des élections législatives en faisait le vainqueur certain du deuxième tour prévu pour le 16 janvier 1992. C'est alors que le processus électoral est interrompu, marquant le début d'une nouvelle étape dans le processus de violence entre le pouvoir et l'islamisme radical. On tente de remédier au vide institutionnel qui s'ensuit par la création de nouvelles institutions. : le Haut Comité d'Etat, pouvoir collégial qui devait remplir les fonctions de présidence de la République, le Conseil

National Consultatif, destiné à jouer le rôle de parlement mais qui n'a en fait aucune prérogative réelle. Le 9 février 1992, l'état d'urgence est décrété, pour une période de douze mois (il sera reconduit le 8 février 1993). En avril 1992, une loi draconienne est promulguée contre le terrorisme et la subversion. Elle instaure une véritable juridiction d'exception.

Compte tenu du contexte institutionnel, le pouvoir ne peut plus fonder sa légitimité que sur deux sources : la lutte anti-islamique, pour tenter de se rallier les classes moyennes qui se sentent particulièrement menacées par l'islamisme, et la légitimité historique, dont on peut douter qu'elle continue à être un levier puissant dans une Algérie dont 54% des habitants a moins de 19 ans.

L'interruption du processus électoral semble profiter aux courants les plus radicaux en démontrant, en quelque sorte, que toutes les tentatives des islamistes « légalistes » sont vouées à l'échec. De même, le démantèlement des troupes du FIS après sa mise hors la loi et la répression brutale menée par l'armée a contribué à alimenter les courants radicaux en transfuges du FIS. C'est ainsi que ressurgit le mouvement islamique armé, venant de l'aile radicale du FIS, et constitué en branche armée en 1992. Après s'être réorganisé, il change de nom pour devenir l'Armée Islamique du Salut (AIS) afin de marquer ses différences avec les Groupes Islamiques Armés (GIA). C'est bien le GIA, qui se développe aussi après l'annulation des élections de 1992 sous la direction des « Afghans » Sayeh Atia et Dja'afar al-afgani, qui constitue le groupe le plus radical et le plus violent, revendiquant presque tous les attentats contre les intellectuels et les étrangers. Les dissensions entre l'AIS et le GIA sont apparues à de nombreuses reprises, en particulier à chaque fois qu'une initiative visant à trouver une solution à la crise était proposée.

L'analyse du comportement politique du courant islamique par le passé montre cependant que la stratégie d'intégration a constitué la règle, et non l'exception. C'est en particulier le cas depuis le début des années 1980 dans les pays qui ont mis en œuvre une politique de libéralisation : Egypte en 1983, Tunisie en 1987, Jordanie en 1989, et même Algérie en 1989, avant l'interruption du processus électoral. En fait, dans ce cadre, le défi majeur qui se posera au FIS, sera celui du contrôle des maquis compte tenu de la fragmentation croissante du courant islamiste algérien en groupes armés incontrôlés.

B. Dynamique et perspectives

Les mouvements islamistes algériens prospèrent sur fond de crise économique et de déséquilibre démographique. Ils sont puissamment renforcés par la perte de légitimité de

l'Etat, elle-même trouvant sa source en partie dans un déficit identitaire profond. Cette crise identitaire peut aussi être appréhendée en la situant dans une perspective internationale. Aux interdépendances multiples et croissantes de la mondialisation semblent répondre, comme en écho, des désordres de toutes sorte. Les bouleversements que cela provoque sur les sociétés entraînent la peur d'une dilution des identités anciennes. Alors des acteurs locaux s'emparent de ce thème pour réclamer un « retour » aux traditions.

1. Une population entre colère et abattement

Toute une génération s'est trouvée privée de perspective à la suite de la faillite d'un système économique incapable de répondre aux espoirs qu'il avait lui-même suscités par sa politique de générosité sociale de la décennie 1970. Cette génération s'est en même temps trouvée privée de repères lors du tournant « libéral » imposé au début des années 1980 par la crise économique devenue patente. L'école n'est plus qu'une « machine à fabriquer des chômeurs ». Cette jeunesse s'ennuie. Pour beaucoup, la mosquée est le seul moyen de trouver des valeurs auxquelles se raccrocher. Comme l'islam officiel subit la déconsidération générale qui affecte le régime, ce sont les imams « libres » qui influencent le plus cette jeunesse. Il en résulte qu'une grande partie de la jeunesse, au moins dans les villes, est fortement imprégnée d'un islam contestataire, radical et fortement teinté d'anti-occidentalisme.

En effet, la population est désorientée par le désordre général qui a suivi le passage brutal à une économie de marché sans disposer de l'infrastructure nécessaire à son fonctionnement. Même le régime socialiste précédent, pourtant massivement détesté, arrive à susciter des commentaires nostalgiques par rapport à la situation actuelle. Au moins il avait su imposer, certes artificiellement, des devoirs, des interdits et des croyances sans lesquels une société ne peut survivre.

Cependant, la politisation du religieux et les massacres exaspèrent la population et entraînent une certaine défiance vis à vis de mouvements qui parvenaient à maintenir un semblant de lien social. Mais les sentiments des couches populaires de la population demeurent ambigus. Une fraction de la population considère les islamistes plus comme des justiciers que comme des bourreaux. En tous cas, une large partie de la population, si elle condamne les violences, a tendance à faire porter la responsabilité de « l'aveuglement de ses enfants égarés » sur l'incurie d'un pouvoir corrompu et sur la violence avec laquelle il a mené la répression.

Les acteurs eux-mêmes sont divisés. Il n'existe aucun accord au sein de la mouvance islamiste sur les buts à atteindre, ni sur la stratégie à employer (intégration ou confrontation armée). Dans le camp de leurs opposants, il n'existe pas non plus de consensus entre partisans

du dialogue et partisans de « l'éradication ». En tout état de cause, une réconciliation durable entre laïcs et islamistes semble difficile tant l'incompréhension et l'hostilité sont grandes entre les deux camps.

2. Perspectives

L'islamisation est une tendance lourde alimentée par des phénomènes dont les constantes de temps sont longues (elles se mesurent en générations) : structure démographique, structure économique. Plus que jamais, l'islam est profondément ancré en Algérie. Le pays, qui comptait environ 2000 mosquées et salles de prières en 1962, en compte près de 13000 aujourd'hui. Cela représente à peine moins d'une mosquée par jour construite depuis l'indépendance.

Le FIS, qui avait remporté les scrutins de 1990 et 1991 a payé très cher son engagement dans la lutte armée. Aujourd'hui, après six ans de guerre civile, de nombreux cadres et sympathisants de ce mouvement ne le considèrent plus comme une alternative crédible et préfèrent réintégrer la vie politique par le biais des partis légalistes *Hamas* et *al-Nahda*. Cette tendance à l'intégration de l'islamisme correspond bien au comportement politique passé du courant islamiste. En effet, la stratégie d'intégration a constitué la règle dans le passé récent, et non l'exception, dans les pays qui mirent en œuvre des mesures de libéralisation politique: Egypte 1983, Tunisie, 1987 Algérie et Jordanie 1989. La violence est apparue en Algérie avec le coup de frein à la libéralisation de 1992.

Les inquiétudes que les islamistes suscitent en ce qui concerne leur attitude en cas d'accession au pouvoir, notamment dans le domaine des libertés et du respect des règles de l'alternance semblent tout à fait légitimes. Ces principes démocratiques sont en effet aux antipodes d'une société exclusivement fondée sur la *charia*. Néanmoins, il semble aujourd'hui illusoire d'espérer bâtir une société, de restaurer une paix civile durable, sur la base du bannissement d'une partie de la population qui se reconnaît dans l'islamisme. Interdire toute forme d'expression de celui-ci, c'est courir le risque d'une radicalisation plus grande. Sans oublier le fait que l'islamisme est en très grande partie l'expression de revendications politiques et sociales profondes.

Une des clés de l'avenir réside donc dans la résolution des problèmes sociaux-économiques. A long terme, l'amorce de transition démographique que l'on commence à constater devrait faciliter le redressement économique de l'Algérie. A court terme, la récente hausse des cours du pétrole procure un afflux inattendu de devises qui pourrait permettre de soulager les situations sociales les plus critiques et d'engager une relance économique.

De fait, depuis un an, la spirale de la violence semble s'être inversée. La tendance est au retour progressif à la paix civile. L'AIS s'est auto dissoute le 6 janvier dernier (mais s'est recrée sous un autre nom peu de temps après) et le gouvernement a accordé « aux enfants égarés de la nation » une période d'amnistie de six mois, qui a expiré le 13 janvier dernier. L'annonce du retour des investisseurs étrangers, en particulier français, est à la fois le signe du retour de la paix civile et un élément d'espoir pour l'avenir économique de l'Algérie. Mais ne nous y trompons pas, les guerres civiles laissent des traces profondes et douloureuses dans les mentalités. Celle qui a déchiré l'Algérie pendant six ans, faisant de l'ordre de 100 000 morts, a surajouté une ligne de fracture à toutes celles qui existaient déjà au sein de la société algérienne. Cette nouvelle ligne de fracture est une donnée géopolitique qui devrait peser dans le destin de l'Algérie.

Conclusion

Le conflit algérien est symptomatique d'une évolution du monde arabe le conduisant à s'éloigner de l'occident. Les sociétés arabes semblent aspirer à constituer leur propre système politique, leur propre schéma de développement économique et rejettent avec force les idées « importées ». Cette recherche d'une voie autonome, qui passe aujourd'hui par la politisation d'un islam teinté d'anti-occidentalisme suscite des interrogations majeures. Quelles réponses appropriées apporter aux mouvements islamistes ? Cet islam radical constitue-t-il une véritable menace ?

L'exemple de l'Algérie montre que la voie visant à l'éradication des mouvements islamistes est une impasse qui conduit à la radicalisation de l'affrontement et finalement à la guerre civile. Même si le retour à la paix civile auquel nous assistons finit par prévaloir, ce qui n'a rien d'évident car des maquis mal contrôlés subsistent, le conflit laissera dans les mémoires des blessures qui ne demanderont qu'à se rouvrir à la première crise sociale importante.

Quant à la menace que représenterait automatiquement l'accession au pouvoir de tout groupement islamiste, si elle n'est pas totalement dénuée de fondement, elle mérite tout de même d'être nuancée car elle est dans une assez large mesure fantasmagorique. On ne peut nier que l'islamisme représente une menace pour les droits et les libertés individuelles, encore que l'exemple de la Turquie, gouvernée de juin 1996 à mai 1997 par le *Refah* sans régression de la démocratie, pourrait nous inciter à modérer ce jugement. Ce qui est clair, c'est qu'un régime islamiste risque d'être d'autant plus radical qu'il aura conquis le pouvoir par la violence et non par les urnes. L'idée que l'islamisme représentait une menace directe majeure pour la stabilité de l'occident a été largement répandue dans le sillage des thèses de *Samuel Huntington*. Cela supposerait l'alliance, contre l'occident, de pays de natures et d'intérêts si dissemblables que cela permet d'écarter cette hypothèse effrayante. S'il reste bien une menace pour la stabilité de l'occident, et concernant l'Algérie de l'Europe et de la France en particulier, celle-ci ne pourrait être que de nature indirecte. Il est assez clair, en effet, que l'avènement d'un pouvoir islamiste, surtout s'il se fait dans la violence, aurait pour premier effet de provoquer l'exode de toute une partie de la population dont l'absorption par les sociétés occidentales serait plutôt difficile dans un contexte de chômage chronique.

Données statistiques

INDICATEUR*	UNITÉ	1975	1985	1996	1997	
Démographie**						
Population	million	16,0	21,9	28,8	29,5	
Densité	hab./km ²	6,7	9,2	12,1	12,4	
Croissance annuelle	%	3,2 ^a	2,5 ^b	2,3 ^c	••	
Indice de fécondité (ISF)		6,8 ^a	4,6 ^b	3,8 ^c	••	
Mortalité infantile	‰	100 ^a	61 ^b	44 ^c	••	
Espérance de vie	année	59,0 ^a	66,1 ^b	68,9 ^c	••	
Indicateurs socioculturels						
Nombre de médecins	‰ hab.	0,12 ^d	0,43 ^e	0,82 ^m	••	
Analphabétisme (hommes)	%	65,2 ⁿ	31,8 ^o	26,1 ^q	••	
Analphabétisme (femmes)	%	75,7 ⁿ	59,2 ^o	51,0 ^q	••	
Scolarisation 12-17 ans	%	37,4	57,4	59,3 ^m	••	
Scolarisation 3 ^e degré	%	3,2	7,9	10,9 ^q	••	
Téléviseurs	‰	31,2	68,5	67,5	••	
Livres publiés	titre	275 ⁿ	718 ^o	323 ^f	••	
Économie						
PIB total ^h	milliard \$	55,6 ⁿ	86,6	132,7	••	
Croissance annuelle	%	5,6 ^d	1,7 ^a	3,8	1,3	
PIB par habitant ^h	\$	2 980 ⁿ	3 960	4 620	••	
Investissement (FBCF)	% PIB	37,5	29,5	27,6	••	
Taux d'inflation	%	9,0	10,5	21,6	3,6	
Population active	million	3,81	5,85	9,02	••	
Agriculture	%	} 100 %	39,2	31,0	24,1 ^q	••
Industrie	%		24,1	27,3	27,6 ^q	••
Services	%		36,7	41,7	48,3 ^q	••
Dépense publique Éducation	% PIB	6,7	8,5	5,6 ^q	••	
Dépense publique Défense	% PIB	4,1	1,7	4,0	••	
Énergie (taux de couverture)	%	723,6	560,4	369,5 ^q	••	
Dette extérieure totale	milliard \$	4,63	18,3	32,2	35,4	
Service de la dette/Export.	%	8,9	35,6	26,3	25,1	
Échanges extérieurs						
Importations de services	milliard \$	0,7	2,02	••	••	
Importations de biens	milliard \$	3,7	7,90	8,84	8,63	
Produits alimentaires	%	21,7 ^p	22,0	30,4 ^f	••	
Produits manufacturés	%	63,6 ^p	63,4	61,5 ^f	••	
dont machines	%	31,3 ^p	25,8	22,5 ^f	••	
Exportations de services	milliard \$	0,2	0,55	••	••	
Exportations de biens	milliard \$	4,9	8,07	12,62	13,44	
Produits agricoles	%	4,1	0,3	0,7 ^f	••	
Produits énergétiques	%	92,5	97,5	97,1 ^f	••	
dont produits pétroliers	%	91,2	63,8	65,0 ^f	••	
Solde transactions courantes	% du PIB	-7,2 ^q	0,0 ^r	••	7,2	

* Définition des indicateurs p. 25 et suiv. ** Dernier recensement utilisable : 1987. a. 1975-85; b. 1986-90; c. 1995-2000; d. 1970-80; e. 1980-96; f. 1996; g. 1995; h. A parité de pouvoir d'achat (PPA, voir doc. p. 581); i. 1974; k. 1984; m. 1993; n. 1980; o. 1990; p. 1975; q. 1977-80; r. 1981-91.

Figure 1

(L'état du monde 1999, Ed. La Découverte)

Illustrations

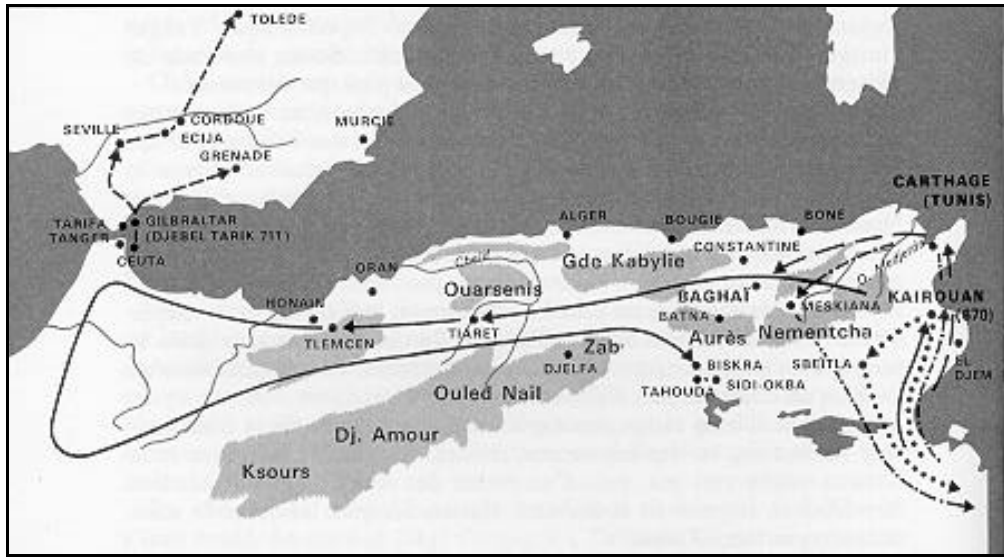


Figure 2

Les premières invasions arabes (VII^e-VIII^e siècle)

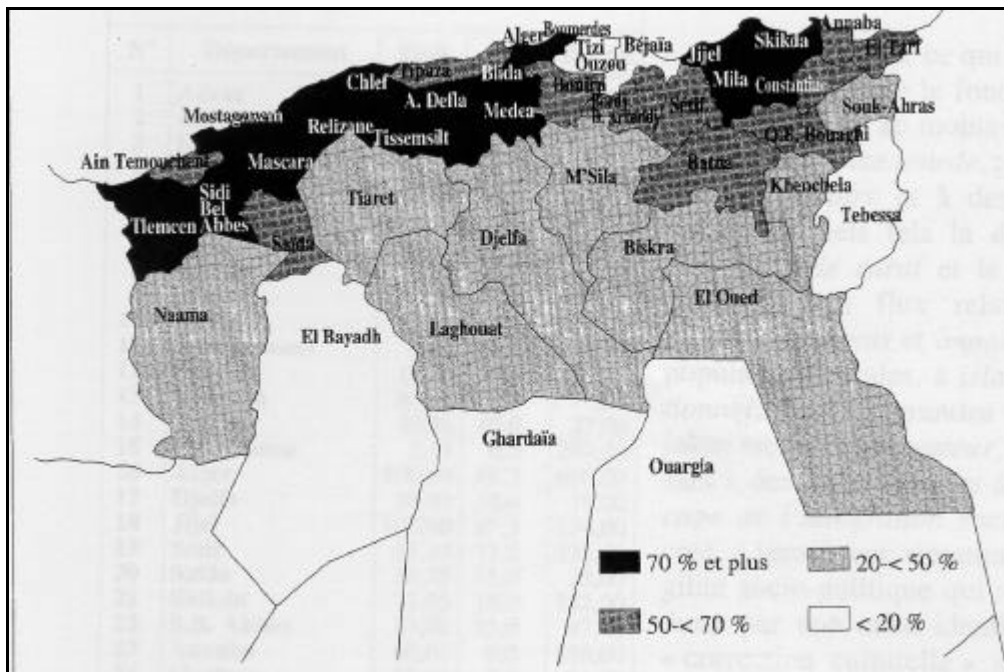


Figure 3

Elections municipales de 1990 : voies du F.I.S. par département

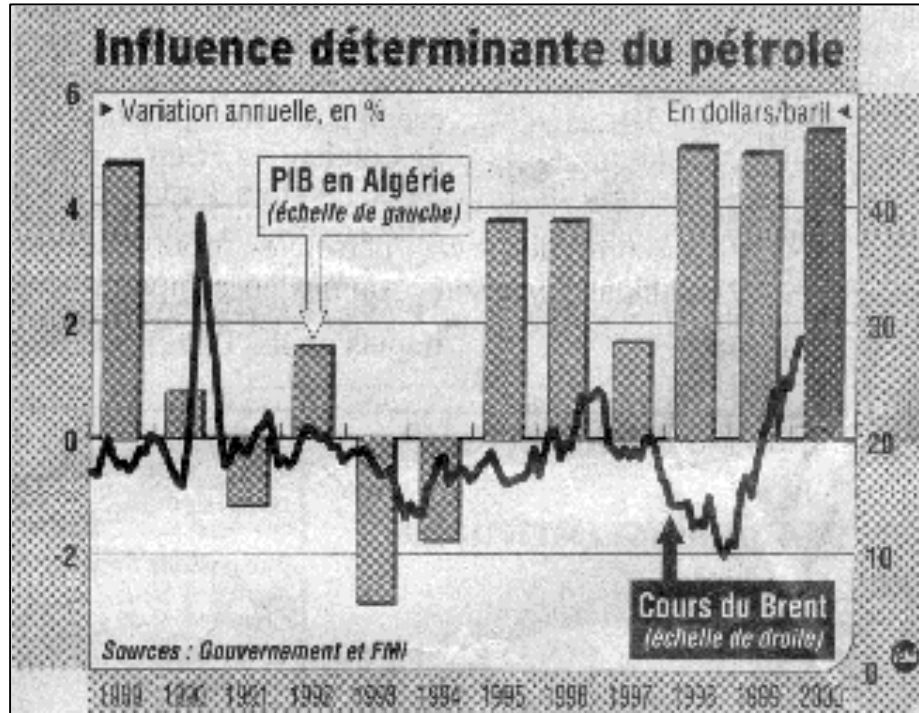
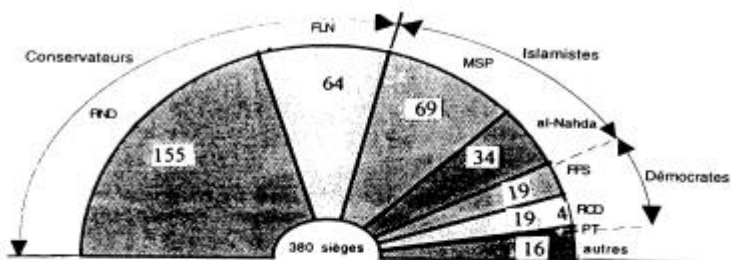


Figure 4

Cours du Baril (figaro économie, 17/02)

Résultats des élections du 5 juin 1997 à l'assemblée nationale algérienne



Sur un total de 380 sièges , les différentes formations politiques ont obtenu :

RND : 155 sièges ; FLN : 64 sièges ;
 MSP : 69 sièges ; al-Nahda : 34 sièges ;
 FFS : 19 sièges ; RCD : 19 sièges ;
 PT : 4 sièges ; autres : 16 sièges.

Electeurs inscrits : 16.773.087
 Participation : 65,49 %
 Votants : 10.983.985
 Bulletins nuls : 493.676
 Bulletins exprimés : 10.490.309.

Partis	nombre de voix
RND (Rassemblement national démocratique)	3.533.762
MSP (Mouvement de la société pour la paix)	1.533.185
FLN (Front de libération nationale)	1.489.561
Mouvement de la Nahda	915.066
FFS (Front des forces socialistes)	465.957
RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie)	444.586
Indépendants	475.746
PT (Parti des travailleurs)	197.251
Parti républicain progressiste	65.441
Union pour la démocratie et les libertés	49.308
Parti social libéral	36.521

Figure 5

Elections législatives du 5 juin 1997

Chronologie

Les origines

Peuplée par les Berbères, l'Algérie est dès la haute Antiquité influencée par les brillantes civilisations des Phéniciens (à partir de la fin du IIe millénaire av. J.-C.) puis des Carthaginois (VIIe-IIIe s. av. J.-C.) qui établissent des comptoirs prospères sur ses côtes. Les Berbères, les Maures et les Numides organisent des royaumes puissants en Numidie et en Mauritanie, que Rome soumet (victoire de Marius sur Jugurtha en 105 av. J.-C.). Sous la domination romaine (IIe s. av. J.-C.), l'Algérie connaît un réel essor : de nombreuses villes, comme Tébessa et Timgad, s'y développent. Le pays est christianisé.

Ve s. : les Vandales dévastent le pays.

VIe-VIIe s. : domination de Byzance.

Arabes et Berbères

681-682 : raids arabes d'Uqba ibn Nafi.

L'Algérie est islamisée et gouvernée de Damas, par les califes omeyyades, puis de Bagdad, par les califes abbassides. Les Berbères résistent à la domination arabe.

Xe-XIe s. : suzeraineté des Fatimides (dynastie chiite du Maghreb et d'Égypte).

XIe-XIIe s. : deux dynasties berbères, celle des Almoravides et celle des Almohades, dominent le Maghreb et une partie de l'Espagne. Les villes du littoral s'ouvrent à la civilisation andalouse.

XIVe-XVIe s. : le pays est morcelé en de nombreuses principautés (dont une des plus importantes a Tilimsen pour capitale), confédérations tribales ou ports libres.

La domination ottomane

1518 : le corsaire turc Barberousse place Alger sous la protection du sultan ottoman d'Istanbul.

Sous la domination turque, l'Algérie forme la régence d'Alger. Elle est gouvernée à partir du XVIIe siècle par des deys. Elle vit essentiellement de la course des navires corsaires en Méditerranée.

La conquête française

1830 : le gouvernement de Charles X fait occuper Alger.

1832-1837 : révolte de l'émir Abd el-Kader qui fait reconnaître son autorité sur le centre et l'ouest de l'Algérie tandis que les Français s'installent dans le Constantinois et l'Oranais.

La colonisation française

1840-1847 : le général Bugeaud, gouverneur de l'Algérie, finit par venir à bout de la résistance d'Abd el-Kader.

1852-1870 : la conquête est achevée avec l'occupation des oasis du Sud (Laghouat, Ouargla, Touggourt) et des régions montagneuses de Kabylie.

Des colons individuels puis, sous Napoléon III, de puissantes sociétés financières reçoivent des lots de terres, enlevées aux tribus. La population européenne s'accroît rapidement. Sous la IIIe République, une économie moderne se développe (en particulier, culture de la vigne). Mais la condition des indigènes ne s'améliore guère.

Entre les deux guerres mondiales, des mouvements favorables à l'autonomie ou même à l'indépendance apparaissent. Ferhat Abbas demande la citoyenneté française pour les musulmans.

1943 : le « Manifeste du peuple algérien » réclame l'égalité entre les communautés musulmane et européenne.

La guerre d'Algérie

1er nov. 1954 : début de l'insurrection algérienne.

A. Ben Bella fonde le Front de libération nationale (F. L. N.) qui dirige l'insurrection.

1955 : instauration de l'état d'urgence.

1956 : les effectifs militaires français sont portés à 400 000 hommes. Arrestation et internement de Ben Bella.

1957 : bataille d'Alger (pacification de la ville après l'élimination des réseaux du F. L. N.).

13 mai 1958 : les Européens manifestent à Alger pour le maintien de « l'Algérie française ».

Le général de Gaulle met peu à peu en œuvre une politique d'autodétermination pour l'Algérie. Le F. L. N. instaure le Gouvernement provisoire de la République algérienne (G. P. R. A.).

19 mars 1962 : les accords d'Évian mettent fin à la guerre d'Algérie.

1er juill. 1962 : un référendum permet à l'Algérie de choisir l'indépendance.

La plupart des Européens quittent le pays.

L'Algérie indépendante

1963 : Ben Bella est élu président de la République. Il établit un régime socialiste à parti unique (le F. L. N.).

1965 : le colonel Boumediene renverse Ben Bella.

Le gouvernement nationalise la majeure partie des exploitations de pétrole et de gaz (1967-1971) et lance une réforme agraire. La politique extérieure évolue de l'anti-impérialisme au non-alignement.

1979 : après la mort de Boumediene, le colonel Chadli lui succède.

Il tente de promouvoir des réformes en vue d'une plus grande efficacité économique. Mais l'essor démographique, la cherté de la vie et les pénuries créent un grave malaise social (émeutes de 1988). L'islamisme se développe.

1985 : Manifestations à Alger pour protester contre la pénurie de logements.

1988 : Début des émeutes à Alger. Réélection de Chadli Benjeddid à la présidence (22/12).

1991 : 5 juin, instauration de l'état de siège

1989 : une nouvelle Constitution est adoptée. Le F. L. N. perd le statut de parti unique. L'instauration du multipartisme profite aux mouvements islamistes.

1992 : afin d'empêcher le Front islamique du salut (F. I. S.), vainqueur du premier tour des élections législatives, d'accéder au pouvoir, l'armée obtient la démission de Chadli. Des pouvoirs d'exception sont mis en place. Un Haut Comité d'État, présidé par Mohamed Boudiaf (assassiné en juin), puis par Ali Kafi, assure provisoirement le pouvoir.

1994 : un nouveau régime de transition est mis en place avec, à la tête de l'État, le général Liamine Zeroual.

À la violence qui ne cesse de s'accroître depuis 1993 (multiplication des attentats islamistes, visant notamment les étrangers et les intellectuels), le pouvoir en place répond à la fois par la répression et par des tentatives de négociation.

A Paris, publication d'un décret restreignant l'entrée en France des algériens. Détournement de l'Airbus d'Air France

1995 : une élection présidentielle pluraliste confirme L. Zeroual à la tête de l'État (nov.). Signature des accords de Rome (Sant'Egidio). Campagne d'attentats à Paris et dans la région lyonnaise.

1996 : Assassinat de Mgr Claverie, évêque d'Oran (02/08).

1997 : les élections législatives et locales sont remportées par le parti présidentiel. Mais la violence se radicalise encore (massacres collectifs de populations civiles).

1998 : Assassinat du chanteur kabyle Lounès Matoub (25/06).

1999 : une période d'amnistie de 6 mois est accordée aux terroristes islamistes. Retour progressif à la paix civile.

Bibliographie

- L'islamisme radical : Bruno Etienne, 1987, éditions Hachette, Paris
- L'Islamisme : Collectif, 1994, éditions La découverte, Paris
- Islam et laïcité, approches globales et régionales : Collectif, 1996, éditions L'Harmattan, Paris
- L'« islamisme » en Algérie ,origines et perspectives : Abdelhamid Chorfa, Futurible N° 202 (octobre 1995), Paris
- Le volcan algérien : Cyrène N°1, Automne 1998, Paris
- Algérie, le problème identitaire :LCL Beaudoin, mémoire de géopolitique, avril 1999
- Le Maghreb face à l'islamisme :Abderrahim Lamchichi, 1997, éditions L'Harmattan, Paris
- Les états arabes face à la contestation islamiste : Collectif, 1997, Travaux et recherches de l'IFRI, éditions Armand Collin, Paris
- La sortie du tunnel ?, Amir Taheri, Politique internationale N° 79, printemps 1998, Paris
- Encyclopédie Larousse Multimédia (pour la chronologie)

Table des matières

<u>Introduction</u>	1
<u>I. Le problème identitaire</u>	2
<u>A. Une construction identitaire difficile</u>	2
1. <u>Des raisons historiques profondes</u>	2
2. <u>La construction de l'identité</u>	4
3. <u>La représentation de l'Etat</u>	5
<u>B. La fragilité des fondements de la nation algérienne</u>	5
1. <u>Les « constantes » de la nation algérienne</u>	5
2. <u>Les insuffisances des discours identitaires</u>	6
<u>C. La question berbère</u>	7
1. <u>La politique d'arabisation</u>	7
2. <u>Les revendications berbères</u>	8
<u>II. Une triple faillite</u>	10
<u>A. La faillite démographique</u>	10
1. <u>Un accroissement démographique insupportable</u>	10
2. <u>Des causes multiples</u>	11
3. <u>Des conséquences lourdes</u>	12
<u>B. La faillite économique</u>	13
1. <u>Une économie en panne</u>	13
2. <u>La politique « d'industrie industrialisante »</u>	14
3. <u>Conséquences</u>	15
<u>C. La faillite politique</u>	16
1. <u>Des lignes de fracture</u>	16
2. <u>Un système en déliquescence</u>	17
3. <u>Conséquences</u>	18

<u>III. L'islamisme en Algérie</u>	20
<u>A. Naissance et montée de l'islamisme</u>	20
1. <u>L'islam contre le pouvoir colonial</u>	20
2. <u>Des rapports ambigus entre état et islam</u>	21
3. <u>La radicalisation</u>	22
<u>B. Dynamique et perspectives</u>	26
1. <u>Une population entre colère et abattement</u>	27
2. <u>Perspectives</u>	28
<u>Conclusion</u>	30
<u>Données statistiques</u>	31
<u>Illustrations</u>	32
<u>Chronologie</u>	35
<u>Bibliographie</u>	38
<u>Table des matières</u>	39